

Production de viande porcine en Pays de la Loire

Prospective à l'horizon 2030



**aGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

TERRES d'**a**VENIR



Cette étude a été réalisée par Christine GOSCIANSKI du Pôle Economie et Prospective de la chambre d'agriculture des Pays de la Loire en collaboration avec les membres d'un comité de pilotage présidé par Mickael Guilloux, président du CRP Pays de la Loire (comité composé de responsables professionnels des JA, de la FRSEA, de la Chambre d'agriculture, de responsables professionnels ou techniques des organisations de producteurs et des opérateurs privés ainsi que des ingénieurs porc des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire). Elle s'est par ailleurs appuyée sur des entretiens réalisés auprès des coopératives et des industriels privés de la région œuvrant dans la filière porcine.



5 Introduction

6 Filière et contexte de marché

6 La filière porcine ligérienne

9 Le contexte de marché

13 Une étude prospective pour accompagner les élevages de porcs face aux enjeux de demain

13 Les scénarios de contexte

15 L'impact des différents scénarios sur la demande et l'offre en porc

21 Conclusion : Les enjeux à relever par les élevages de porcs ligériens

22 Annexe 1 : Méthodologie d'une étude prospective

23 Annexe 2 : Les facteurs clés de contexte



Le marché du porc évolue dans un contexte à la fois très concurrentiel mais aussi où les préoccupations environnementales et sociétales s'imposent de plus en plus. L'élevage porcin français doit ainsi faire face aujourd'hui à de nombreux défis. Outre, le défi démographique à relever si on veut maintenir notre production, d'autres défis d'ordre climatique, environnemental, social et culturel s'invitent sans oublier le défi de compétitivité de nos élevages.

Face à la complexité de ce contexte, il semble intéressant d'appréhender comment évoluera le marché du porc demain et comment s'inscrira la production porcine ligérienne dans ce marché. Aussi, s'il apparaît délicat de prédire l'avenir, il semble toutefois intéressant de le préparer. Et la réflexion prospective peut aider à se projeter dans le futur. Un travail prospectif a ainsi été mené dans la région des Pays de la Loire afin d'évaluer les facteurs déterminants demain sur le marché du porc à l'horizon 2030. Des scénarios de futurs possibles ont été construits. Et les impacts de ces scénarios sur la demande nationale en porc et sur l'offre ligérienne ont été mesurés.

Ces travaux serviront à la réflexion stratégique de la profession agricole et des filières sur l'avenir de l'élevage porcin dans la région.



La filière porcine ligérienne

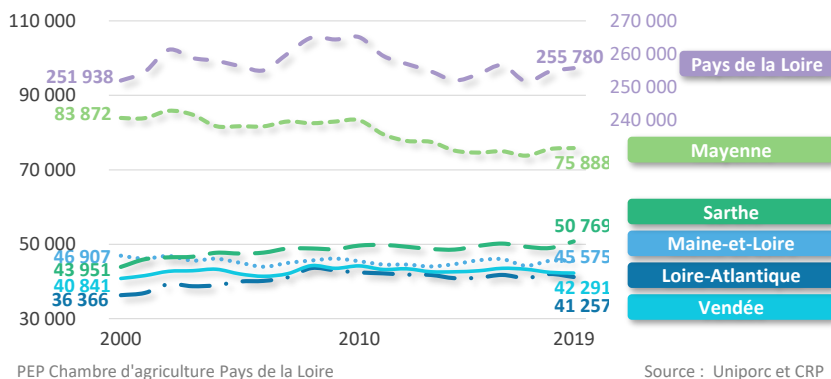
Une production stabilisée et à faible segmentation qualitative

La France a connu un essor de sa production jusqu'au début des années 2000. Elle était en déficit de production jusque dans les années 1990 puis la production a dépassé la consommation et l'export est devenu un relais de croissance. La production a reculé ensuite pour se stabiliser autour de 2,25 millions de tonnes.

La segmentation en élevage sous signe officiel de qualité (SIQO) est assez faible : **5,09 % de la production française de porcs est sous SIQO** en 2019. 4,4 % de la production de porcs est sous Label Rouge et 0,9 % est orientée vers l'agriculture biologique. A côté, de nombreuses démarches différenciées sont apparues (estimées à environ 15 % de la production selon l'IFIP) : Porc bien-être, Porc sans antibiotique, Porc sans OGM,...

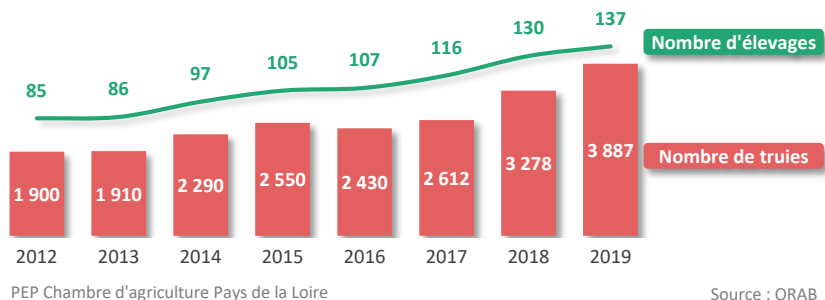
Les Pays de la Loire, deuxième région de production porcine nationale, ont produit 256 000 tonnes en 2019, soit 11,8 % de la production nationale. Avec 29 % de la production porcine, la Mayenne est le premier département producteur ligérien.

Evolution de la production porcine par département
en Pays de la Loire
(tonnages engraisés dans la région)



La production a reculé de 5 % entre 2010 et 2014. Depuis elle se stabilise, les volumes produits oscillent entre 250 et 260 000 tonnes par an. Le cheptel de truies est en baisse continue depuis 2000, il compte 123 200 truies en 2019.

Evolution du nombre d'élevages porcins
et du nombre de truies en agriculture biologique
et en conversion en Pays de la Loire



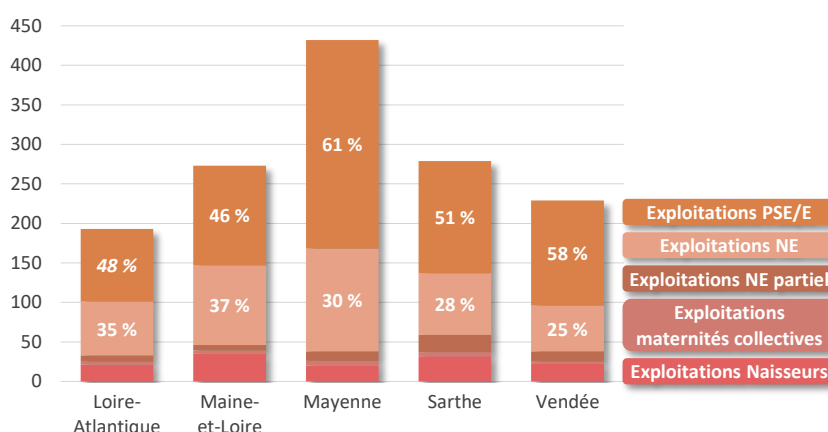
La production de porcs sous SIQO se développe. La région compte 137 élevages porcins orientés en mode de production biologique, la plaçant au deuxième rang national. 3 890 truies sont conduites en agriculture biologique (3,2 % du cheptel truie ligérien). La production progresse dans un marché tendu. En 2019, une centaine d'éleveurs ligériens produisaient du porc Label Rouge, positionnant la région au troisième rang derrière la Bretagne et la Nouvelle-Aquitaine. En Pays de la Loire, d'autres démarches différenciées se sont développées mais aucun chiffre n'a été approché.

9 % des exploitations porcines ligériennes vendent une partie de leurs porcs en vente directe et 2 % ont un atelier de transformation.

Les caractéristiques des élevages

1 589 sites porcins ont plus de 10 places en 2020 dans la région. En enlevant les élevages de sélection, multiplication, centres d'insémination, le nombre de sites descend à 1 459. **1 400 exploitations porcines** sont comptabilisées (hors multisites). Un peu plus de la moitié des exploitations sont spécialisées dans l'engraissement et 31 % sont naisseurs engraisseurs (NE). La répartition selon les types d'élevages est sensiblement différente d'un département à l'autre.

Les différents types d'exploitations porcines en Pays de la Loire en 2020



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : CRP et BD Porc

Les naisseurs engraisseurs comptent en moyenne 143 places de truies (médiane = 123 places de truies). Un tiers des exploitations ont moins de 100 places et à l'opposé 7 % des exploitations recensent plus de 300 places.

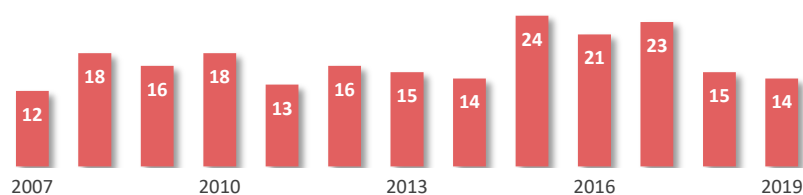
L'élevage porcine ligérien est souvent associé à d'autres productions sur l'exploitation. 56 % des élevages porcins sont associés à un ou plusieurs autres élevages. La **SAU moyenne** des exploitations porcines **est de 94 ha**.

Les éleveurs et l'enjeu du renouvellement

47 % des exploitants dans les exploitations ayant des porcs ont cinquante ans et plus **en 2020**. Ils étaient 39 % en 2010. Face à une population vieillissante, l'enjeu du renouvellement est de plus en plus prégnant. Il concerne le remplacement d'un associé ou le renouvellement complet de l'exploitation. Le besoin de salariés est également une préoccupation forte en élevage porcine.

Chaque année, **15 à 20 installations aidées se réalisent en production principale porcine**. En ajoutant les installations de rang 2 et 3, les installations aidées sont doublées. Egalement, les installations non aidées sont nombreuses. Les installations sont majoritairement des remplacements d'associés ou des associés supplémentaires avec apport de foncier (autonomie alimentaire) en exploitation naisseur engraisseur. Les installés sont jeunes, bons techniquement, très motivés et souvent avec une expérience professionnelle. Ces dernières années, les installations porcines sur de petits ateliers en création, sont en progression. Ce sont souvent des reconversions professionnelles avec transformation et vente directe et fréquemment en agriculture biologique.

Evolution des installations aidées porcines en Pays de la Loire



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : PIT CA PdL

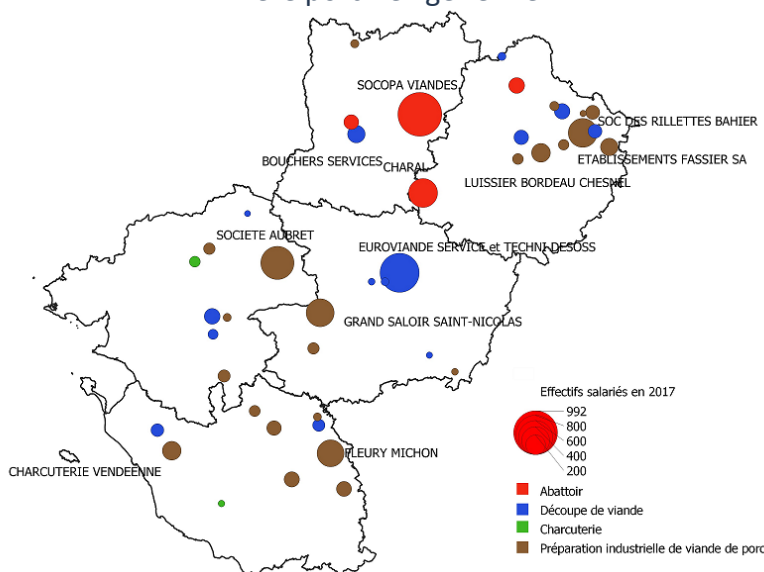
La taille moyenne des ateliers naisseur engraisseur des installations porcines de rang 1 est de 180 truies en 2017-19. L'âge moyen est de 30,5 ans et la SAU s'élève à 132 ha.

Les actifs dans les exploitations porcines sont aussi des salariés. Un travail mené par l'ANEFA des Pays de la Loire a estimé un besoin de 160 salariés par an en élevage de porcs.

Des outils d'abattage dans le nord de la région et un maillon charcuterie – salaison bien implanté

Sept outils industriels abattent des porcs dans la région, localisés en Mayenne et en Sarthe. Trois petites structures abattent moins de 15 000 porcs par an (prestation) et quatre outils abattent de 300 000 à 1 300 000 porcs. Les capacités d'abattage de porcs en Pays de la Loire sont en deçà des volumes produits dans la région.

Les industries agroalimentaires de la filière porcine ligérienne



Source : Florès année 2017, Insee

En 2019, ce sont 225 000 tonnes qui ont été abattus. En lien avec les accords commerciaux des organisations de producteurs et l'implantation des abattoirs, de nombreux échanges d'animaux entre les régions ont lieu au moment de l'abattage. Ainsi, les deux tiers des porcs produits dans la région sont abattus hors région (Bretagne et Deux-Sèvres) et seulement 37 % des porcs abattus dans la région proviennent des Pays de la Loire.

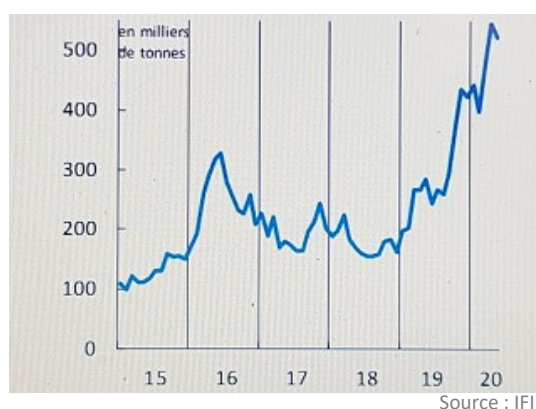
Le maillon de charcuterie salaison industrielle est bien implanté en Pays de la Loire. Les Pays de la Loire se positionnent au deuxième rang de production avec 23,4 % des volumes (25,2 % du chiffre d'affaires), derrière la Bretagne. Environ cinquante établissements de préparation industrielle à base de viande (pas uniquement avec une activité porcine) sont recensés dans la région.

Le contexte de marché

Un marché du porc internationalisé avec la Chine au cœur du commerce mondial

La Chine est le premier pays producteur et premier pays consommateur de porcs au monde. Habituellement, elle produit la moitié de la production mondiale de porcs. Affectée par la Fièvre Porcine Africaine (FPA) depuis août 2018, la Chine a vu sa production se réduire drastiquement (38 % de la production mondiale en 2020). En parallèle, la Chine restructure ses élevages et s'efforce de reconstruire son cheptel malgré l'apparition de nouveaux foyers de FPA. Elle met en place des élevages industriels à très haute biosécurité et s'implante à l'étranger. La production chinoise est en nette progression en 2021 et les importations commencent à baisser. Assez rapidement, la Chine pourrait devenir autosuffisante et même développer ses exportations, comme la Russie a pu le faire ces dernières années.

Evolution des importations chinoises
(1 000 tonnes : déclarations des exportateurs)



Depuis 2015, les exportations vers la Chine se sont développées et se sont amplifiées à partir de 2018 avec la FPA. **Cette dernière a ébranlé le marché mondial du porc. Les besoins considérables de la Chine ont accru les échanges mondiaux.** En 2020, plus de 13 % de la production porcine mondiale a été échangée et les importations chinoises ont représenté la moitié des échanges. La concurrence est rude entre les principaux exportateurs que sont l'Union Européenne (Espagne, Allemagne, Pays-Bas et Danemark en tête), les USA, le Canada et plus récemment le Brésil.

La plus grande exposition et dépendance aux marchés mondiaux affectent davantage les cours du porc aujourd'hui.

Un développement des exportations de l'Union européenne vers Pays tiers

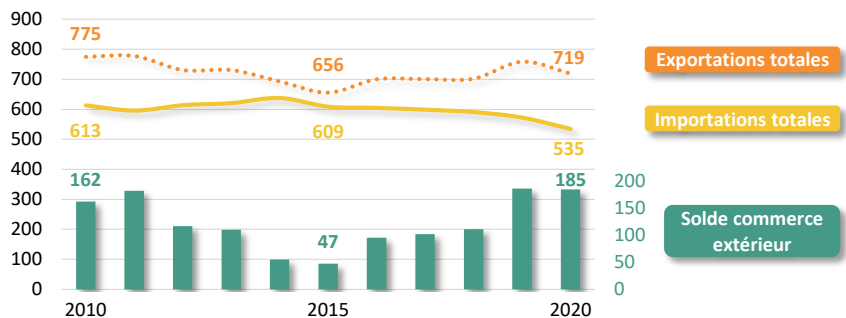
Dans le marché européen de la viande porcine, les importations en provenance des Pays tiers restent limitées mais les exportations se sont fortement accrues ces vingt-cinq dernières années. D'abord destinées au marché russe, les exportations se sont progressivement étendues vers les pays d'Asie. L'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas ont fortement restructuré leurs élevages et leurs outils d'abattage, leur permettant de développer leur production et de se positionner à l'export. La production porcine espagnole s'est développée sur un modèle intégré et en se dotant d'abattoirs performants et de grande capacité. Elle connaît un essor fulgurant ces dernières années, tiré par l'export. Les échanges intra Union européenne sont importants et dominés par des flux de pièces (jambons, pièces désossées surtout).

Un manque de compétitivité de la filière française

Dans le temps, le déficit du commerce extérieur porcin français s'est dégradé, révélateur de la perte de compétitivité de la filière. La France importe des pièces à haute valeur ajoutée à destination des industriels français de la charcuterie et des produits transformés destinés aux GMS et à la RHD, principalement des charcuteries cuites allemandes et des charcuteries sèches d'Espagne et d'Italie. A contrario, elle exporte des produits de plus faible valeur ajoutée. Ainsi, la balance commerciale est déficitaire en valeur mais reste légèrement excédentaire en volume. Face à un marché des commodités très concurrentiel, la France doit trouver un positionnement haut de gamme à l'export.

La France a profité, comme les autres exportateurs de l'Union européenne, du dynamisme de la demande chinoise ces dernières années. La France exporte environ un tiers de sa production.

Le commerce extérieur de viande de porcs de la France (en 1000 tec)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Eurostat

Une consommation individuelle toute viande qui stagne ces dernières années

La consommation individuelle de viande a progressé jusqu'à la fin des années 1980 avec l'augmentation du pouvoir d'achat et une viande devenue accessible pour tous. La viande était un marqueur social fort. Puis la tendance s'est inversée, la consommation a stagné jusqu'au début des années 2000 pour ensuite baisser. Les classes les plus aisées ont commencé à manger moins de viande quand les classes ouvrières ont maintenu une forte consommation. L'industrialisation de notre alimentation et la préoccupation santé de plus en plus prégnante ont fait évoluer notre rapport à la viande. **Ces dernières années, la tendance de consommation est plutôt à la stagnation.** En 2019, elle s'élève à 85,3 kg/habitant.

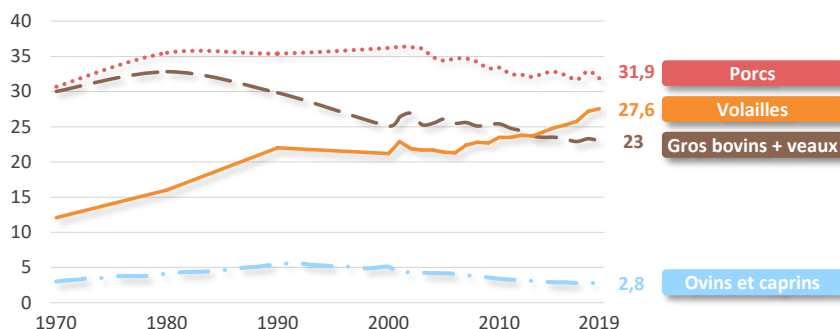
Une tendance à la baisse de la consommation de porc qui s'atténue

Jusqu'au début des années 1980, la **consommation de porc** a augmenté en France avant de stagner autour de 36 kg/habitant/an. Entre 2003 et 2013, la consommation individuelle a fortement régressé (recul de 11 %) puis s'est stabilisée. En 2019, **31,9 kg/habitant** ont été consommés. Le porc peut être consommé sous forme de charcuteries, de viande fraîche brute (côte de porc, rôti, filet mignon...), de produits élaborés (saucisse, viande marinée...) ou comme ingrédient dans un plat préparé. **La viande de porc est très fortement concurrencée par la volaille**, perçue comme plus moderne, répondant mieux aux tendances et modes de consommation avec une offre large et innovante dont les jeunes sont très réceptifs. De plus, elle ne souffre pas d'interdits religieux.

Une viande consommée différemment

Les Français **consomment la viande différemment** (plus de produits élaborés et de plats préparés, le marché par l'usage se développe) et **davantage hors domicile** (recul des achats des ménages). **15 % de la viande de porc est consommée en RHD** (27 % pour la volaille et 24 % pour la viande bovine). Les jeunes sont les plus gros consommateurs de viande grâce aux burgers, sandwichs et plats préparés.

Evolution de la consommation individuelle de viande en France par espèce (kg/hab)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : FAM

Un clivage des consommateurs

Un nombre croissant de personnes choisit désormais de consommer moins de viande mais de meilleure qualité et privilégie une consommation plus végétale (**flexitarisme**). A côté de cette tendance, on observe un autre phénomène : la **polarisation des consommateurs**. D'un côté, des personnes au fort pouvoir d'achat, se préoccupant de leur santé et de l'environnement, consomment moins de viande et sont sensibles aux démarches qualité. De l'autre, des personnes au plus faible pouvoir d'achat ne consomment pas moins de viande et le prix reste l'élément déterminant dans leur acte d'achat. Malgré une forte croissance des marchés de niche et de qualité, le « mass market » orienté sur des prix bas est dominant.

Un quart des produits porcins consommés en France sont importés

La part de viande importée dans la consommation de viande porcine en France est assez stable dans le temps : environ un quart de la viande consommée. Plus de la moitié des produits importés proviennent d'Espagne, majoritairement des pièces sans os et de la charcuterie, produits à forte valeur ajoutée.

Les controverses sur l'élevage apparaissent dans les années 1980

La compétitivité des élevages porcins est de rigueur dans un marché très concurrentiel. Mais les éleveurs doivent aussi **faire face à une montée des préoccupations sociétales sur l'environnement et les conditions d'élevage** avec une opposition plus marquée aux modèles intensifs.

L'élevage est de plus en plus pointé du doigt et remis en cause. Les travaux du GIS « Elevages Demain » et du projet ACCEPT (portés par l'IFIP) ont montré que les sujets de préoccupations concernant l'élevage se sont étoffés au fil du temps (voir schéma en annexe 2). Tout d'abord, dans les années 1980 apparaissent les préoccupations **sur les impacts environnementaux de l'élevage** puis dans les années 1990 les questionnements sur le **bien-être animal** se sont ajoutés. Dans les années 2000, les sujets **de santé publique et de sécurité sanitaire** apparaissent suite aux cas de « vache folle ». La remise en question du modèle de production perçu comme industriel se pose alors. Puis en 2010, **l'éthique animale** émerge et vient s'ajouter aux autres préoccupations. Tous ces sujets influencent inévitablement les choix des pratiques des éleveurs. Egalement, ces préoccupations conduisent les consommateurs à modifier leurs comportements alimentaires. L'intérêt croît pour les filières plein air ou l'agriculture biologique.

Un futur sous le spectre de pandémies

L'occurrence plus forte d'épidémies sanitaires animales (grippe aviaire, fièvre porcine africaine...) et les pandémies sanitaires humaines type Covid-19 affectent notre système alimentaire. Demain, ces pandémies sanitaires sont susceptibles de se multiplier. Accroître sa capacité de résilience par rapport aux crises et réduire sa contribution aux impacts environnementaux semble de véritables enjeux pour demain.



Fort de ces constats et dans le cadre plus large d'une réflexion sur l'élevage menée par la chambre d'agriculture des Pays de la Loire, une étude prospective en filière porcine a été menée. Cette étude est destinée à alimenter la réflexion stratégique de la profession agricole et des filières. Le suivi de ces travaux s'est appuyé sur un comité de pilotage constitué par des représentants des différents maillons de la filière. Des travaux similaires ont été engagés sur d'autres filières animales (bovin viande, bovin lait et volaille).

L'approche prospective permet de définir des futurs possibles. Toute étude prospective répond à un objectif, un horizon temporel et un périmètre géographique. Il s'agira ici d'apprécier l'évolution de la demande et de l'offre porcine en France et en Pays de la Loire à horizon dix ans (2020-30) en tenant compte des facteurs d'évolution du contexte. Après avoir identifié les facteurs clés de contexte et étudié leurs évolutions passées et actuelles, différentes hypothèses d'évolution future de ces facteurs ont été élaborées. La combinaison des hypothèses d'évolution des différents facteurs permettra ensuite d'élaborer des scénarios contrastés. Des scénarios de contexte communs à toutes les filières animales ont été construits.

La méthodologie est détaillée en annexe 1.

Les scénarios de contexte

Dans les dix prochaines années, un certain nombre de facteurs vont influencer sur le contexte dans lequel évoluera l'agriculture et plus spécifiquement l'élevage.

Plusieurs facteurs clés de contexte ont été identifiés (présentés en annexe 2):

- la croissance démographique,
- la croissance de l'économie,
- le marché de l'énergie,
- le changement climatique et l'impact environnemental de l'élevage (émissions de GES, NH3, gestion de l'eau...),
- les attentes sociétales.

Scénario tendanciel : poursuite des adaptations en élevage... mais des objectifs sociétaux et climatiques partiellement atteints

Dans ce scénario, la **croissance de l'économie est ralentie** comparé au rythme des dix dernières années. Il est fait l'hypothèse que le virus de la Covid-19 (ou ses variants) va continuer de circuler, entravant le rebond de l'activité économique. La situation sanitaire va s'améliorer progressivement et les entreprises vont s'adapter. En termes de politique publique, des mesures de soutien à la relance de l'économie sont mises en place. Les préoccupations environnementales sont prises en compte mais l'emploi reste prioritaire.

Face à une croissance économique modérée, la demande énergétique est atténuée. Le **développement des énergies renouvelables se poursuit mais reste limité.**

Les **attentes sociétales sur le bien-être animal et les conditions d'élevages sont fortes et se maintiennent.** Les mesures engagées en termes de bien-être animal se poursuivent et répondent partiellement aux attentes des citoyens.

La **poursuite des mesures déjà engagées pour réduire les émissions de GES** permet d'atteindre les objectifs retenus à horizon 2030 mais ces mesures restent insuffisantes par rapport aux objectifs 2050.

Les critiques sur la consommation d'eau en élevage se poursuivent et la réglementation se durcit. La complexité est de trouver des solutions de gestion quantitative de l'eau tout en répondant aux attentes en termes de bien-être animal.

Scénario de transition socio-écologique : économie plus verte et dialogue citoyen - éleveur

Dans ce scénario, la situation sanitaire est rapidement maîtrisée. Le rebond de l'activité économique s'amorce vite. La **reprise de la croissance de l'économie suit le rythme des dernières années** (+3 %/an au niveau mondial).

Ce scénario se distingue par une **intégration systématique des préoccupations environnementales** dans la relance économique. L'économie s'oriente vers des activités de plus en plus décarbonées. Une relocalisation s'opère. Une politique de transition énergétique permet d'accélérer le développement des énergies renouvelables. A contrario, l'utilisation des énergies fossiles décroît.

Autre distinction notable pour ce scénario, c'est le **dialogue qui s'instaure entre les citoyens et les éleveurs permettant de co-construire les élevages de demain**. Les attentes des citoyens et les contraintes des éleveurs sont partagées. Une politique de soutien ambitieuse permet d'accompagner les adaptations en élevage concernant le bien-être animal et le respect de l'environnement. Ainsi la stratégie de lutte contre les émissions de GES est mieux accompagnée financièrement pour atteindre les objectifs 2050.

En termes de gestion de l'eau, un **soutien aux investissements en faveur de pratiques économes et du stockage de l'eau** est mis en place. L'accès à l'eau des puits pour l'élevage est autorisé, le recyclage du lisier se développe...

Scénario de rupture économique : la crise économique limite les soutiens à l'élevage rendant difficile son adaptation

Dans ce scénario, on entre dans une période de **stagnation de l'économie avec des phases de rebond et de récession** en raison d'une situation sanitaire difficilement maîtrisée ou d'une crise financière.

Les aides publiques sont limitées pour la transition écologique et les adaptations en élevage. Les phases de récession impactent à la baisse la demande en énergie. Les **énergies à moindre coût sont favorisées**. Les difficultés de financement freinent les nouveaux projets de développement des énergies renouvelables. **Le soutien à l'élevage diminue**, rendant plus difficile son adaptation à la lutte contre les émissions de GES.

Dans un contexte de récession et de faible pouvoir d'achat, la recherche d'aliments à bas coût passe avant les préoccupations environnementales et sociétales.

Scénario de rupture sociale : la rupture avec la société menace l'élevage

Dans ce scénario, **les pressions sanitaires et climatiques sont mal maîtrisées**. Dans ce contexte, on accuse l'élevage d'être en partie responsable des dérèglements climatiques, environnementaux, sanitaires. Le dialogue est rompu entre les éleveurs et les citoyens. L'élevage est stigmatisé. De plus, les conditions d'élevage sont décriées et les modes de production plus

intensifs sont rejetés. Les attentes sociétales en matière de bien-être animal se durcissent. Egalement, les mouvements anti viande s'accroissent impactant à la baisse la consommation de viande. Une **double rupture** s'opère : à la fois un **rejet de l'élevage** et un **rejet de la consommation de viande**.

La pression sociétale fait adopter des **mesures de taxation plus lourde du pétrole** et les modes de transport coûteux sur un plan énergétique sont tracés par **l'étiquetage environnemental**.

De **nouvelles contraintes réglementaires sont imposées** pour la gestion quantitative de l'eau et pour lutter contre les émissions de GES et de NH3.

L'impact des différents scénarios sur la demande et l'offre en porc

Après avoir décrit quatre scénarios de contexte dans lesquels évoluera l'élevage français dans les dix prochaines années, il est désormais intéressant de regarder et mesurer l'impact de ces scénarios sur la demande en porcs (consommation nationale et échanges français) ainsi que sur l'offre porcine ligérienne.

L'analyse de la demande en porc repose sur l'évolution des facteurs suivants :

- l'évolution de la **demande mondiale** en viande,
- l'évolution de la **consommation de viande en France**,
- l'orientation des **politiques de régulation des échanges**,
- l'évolution des **échanges mondiaux**,
- l'évolution des **importations françaises** de viande porcine,
- l'évolution des **exportations françaises** de viande porcine.

Le **besoin de production** (consommation nationale en provenance de la production française + exportations françaises) sera ensuite évalué pour chaque scénario de contexte.

Apréhender l'évolution de l'offre porcine nécessite d'étudier un certain nombre de facteurs : l'évolution des systèmes (dimension, statut juridique, la main d'œuvre...), les départs (retraite et précoces) et la dynamique de renouvellement, l'évolution de la segmentation de la production, les adaptations au bien-être animal, à l'impact environnemental... Nous avons observé précédemment le vieillissement des éleveurs porcins. **40 % partiront à la retraite dans les dix prochaines années** (1 028 départs), une constante qui sera retrouvée dans tous les scénarios, à laquelle il faudra ajouter des départs précoces plus ou moins nombreux.

Dans le scénario de contexte tendanciel, la demande et l'offre porcine affichent un léger recul

Dans ce scénario, la demande mondiale en produits porcins poursuit sa progression sur un rythme plus ralenti. Les échanges restent soutenus dans un premier temps (importations chinoises) puis évoluent en fonction des crises sanitaires.

La consommation individuelle de porc en France poursuit sa baisse tendancielle (-0,5 %/habitant/an) se traduisant par une quasi stagnation de la consommation totale avec la hausse de la population. La montée en gamme du « Porc français » se poursuit.

La segmentation progresse avec **8 % de production sous SIQO** (signe officiel de qualité et d'origine) dont 2 % spécifiquement orienté en agriculture biologique. Les démarches différenciées sous cahier des charges (porc sans antibiotique, sans OGM, porc bien-être...) s'accroissent fortement et deviennent majoritaires. Elles permettent une montée en gamme de la production. Le clivage entre les consommateurs reste très marqué entre ceux qui recherchent du prix quand d'autres recherchent la qualité, avec des attentes sur la santé, l'environnement, le bien-être animal.

La part des produits importés dans la consommation se maintient. Les exportations restent soutenues quelques temps avec la demande chinoise puis évoluent au gré des crises sanitaires.

En élevage, les **adaptations se poursuivent en termes de bien-être animal** avec le développement des cases de maternité liberté, une mise à disposition de matériaux plus organiques. Les surfaces par porc progressent et les espaces différenciés se développent. On s'oriente vers des bâtiments plus lumineux. Afin de **lutter contre les émissions de GES et de NH3**, le raclage en V ou à plat prend de l'ampleur. Egalement, l'optimisation de l'alimentation des animaux se poursuit et les élevages évoluent vers des bâtiments moins émissifs. Le lavage de l'air en bâtiment (réduction NH3, odeurs et poussières) se développe. La méthanisation, en projets individuels ou collectifs, continue son développement. Elle permet de réduire les émissions de GES et de produire de l'énergie.

Les dimensions moyennes s'accroissent et atteignent 177 truies chez un Naisseur Engraisseur. La part de production engagée en agriculture biologique en Pays de la Loire passe de 2,1 % à 3,5 %. Le nombre de départs est important, 1 245 départs attendus dans les dix ans soit 48 % des exploitants. Le taux de renouvellement dans les exploitations agricoles des Pays de la Loire (toutes productions confondues) est de 55 % sur les cinq dernières années. En porc, le renouvellement est moins dynamique, la production souffre d'un manque de candidats et d'attractivité. Le taux de renouvellement s'établit à 42 % dans ce scénario. Le nombre d'exploitations se réduit de 27 %. **L'élevage ligérien en 2030 compte 109 000 truies et 1 030 exploitations porcines.**

Un besoin de production en léger recul grâce à une baisse modérée de la consommation individuelle et un repli contenu des échanges : **-2,9 %/2020.**

Une offre porcine ligérienne qui se réduit sensiblement à cause d'un taux de renouvellement insuffisant et un accroissement des dimensions d'élevage qui ne compense pas : **-1,9 %/2020.**

		Situation 2019 (demande) ou 2020 (offre)	2030			
			Scénario Tendanciel	Scénario de transition socio écologique	Scénario Rupture économique	Scénario Rupture Sociétale
DEMANDE NATIONALE	Consommation individuelle de viande de porc (kg/habitant)	31,9	30,2	30,2	29,2	25,5
	Evolution annuelle consommation individuelle		-0,5%	-0,5%	-0,8%	-2,0%
	Consommation totale de viande de porc (tec)	2 136 000	2 122 000	2 122 000	2 052 000	1 795 000
	Evolution annuelle consommation % import/consommation	27%	-0,1%	-0,1%	-0,4%	-1,6%
	Exportations de viande de porc (tec)	759 000	700 000	600 000	650 000	550 000
	Importations de viande de porc (tec)	577 000	572 940	480 000	615 600	484 650
	Solde des échanges (tec)	182 000	127 060	120 000	34 400	65 350
	Besoin de production (tec)	2 318 000	2 249 060	2 242 000	2 086 400	1 860 350
	Evolution du besoin de production 2030/20		-2,9%	-3,2%	-9,9%	-19,7%
	Truies (nombre)	113 739	108 934	107 628	105 664	72 848
OFFRE LIGERIENNE	Production (tec)	233 101	228 677	225 019	220 019	156 270
	Evolution production 2030/20		-1,9%	-3,5%	-5,6%	-33,0%
	Nombre de départs 2020-30		1 245	1 184	1 357	1 409
	Taux de renouvellement		42%	47%	38%	35%
	Installations porcines par an (aidées et non aidées)		53	55	52	49
	Dimension des élevages NE (nombre de truies)	143	177	164	181	138
Nombre d'exploitations ayant des porcs (hors petits)	1 406	1 030	1 076	964	921	
Evolution nombre exploitations 2030/20		-26,8%	-23,5%	-31,5%	-34,5%	

Source : PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire – Comité de pilotage

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

L'impact des autres scénarios

des autres

Selon les autres scénarios de contexte, le niveau de consommation individuelle va rester sur la même évolution que dans le scénario tendanciel ou se dégrader. Les exportations vont refluer de façon plus ou moins forte. Quant aux importations, elles vont se réduire excepté en rupture économique où les importations bas prix augmentent.

Au niveau de l'offre, les scénarios se différencient selon le renouvellement des agriculteurs, les dimensions d'exploitation et la part plus ou moins forte d'élevages orientés en agriculture biologique ou tournés vers le circuit court.

Scénario de transition socio-écologique : une demande nationale orientée davantage vers le « consommer français » et un maintien plus fort des élevages

Ce scénario se distingue par **une consommation individuelle de porc en France qui poursuit sa baisse tendancielle** (-0,5 %/habitant/an) mais la montée en gamme est plus forte que dans le scénario tendanciel avec 10 % de produits sous SIQO et une progression très marquée des démarches différenciées. Autre point notable, c'est une **progression forte du « Consommer français »**. Les importations reculent, la part de la production française étant en hausse dans la consommation nationale. Les industriels se recentrent sur le marché intérieur et s'orientent moins à l'export.

Dans ce scénario, **les départs sont moins nombreux** (1 184 départs dans les dix ans soit 46 % des exploitants) et le **renouvellement des éleveurs mieux assuré**. Le lien de confiance et le dialogue instauré avec les citoyens ainsi que les moyens mis en œuvre pour adapter les élevages vers le bien-être animal et la diminution des émissions de GES et de NH3 réduit les départs précoces. La production d'énergie en élevage s'accroît. Une progression plus soutenue vers l'agriculture biologique et vers le circuit court atténue la dimension moyenne des exploitations. En 2030, 4,6 % de la production serait orientée en agriculture biologique. C'est le scénario permettant de maintenir le nombre le plus important d'élevages mais la baisse de production est plus prononcée que dans le scénario tendanciel. **L'élevage ligérien en 2030 compte 108 000 truies et 1 076 exploitations porcines.**

Un besoin de production en léger recul grâce à une baisse modérée de la consommation individuelle et une part plus forte de produits français mais un repli des exportations : **-3,2 %/2020**. Un résultat très proche du scénario tendanciel mais très différent dans sa composition : les produits français se trouvent plus fortement consommés au niveau national et moins exportés.

Une offre porcine ligérienne qui se réduit plus fortement que dans le scénario tendanciel car malgré un meilleur taux de renouvellement, l'orientation des élevages vers des modes de production plus alternatifs induit une baisse de la dimension moyenne : **-3,5 %/2020**.

Scénario de rupture économique : une demande nationale et une offre porcine en fort recul

Plusieurs éléments caractérisent ce scénario. Tout d'abord, le **recul plus prononcé de la consommation individuelle** de porc en France (-0,8 %/habitant/an). Le faible pouvoir d'achat induit une **orientation plus forte vers des produits entrée de gamme** aux prix plus bas, ce qui stimule les importations. Dans ce scénario de crise économique, les échanges se réduisent, en particulier vers les pays émergents, d'où une guerre commerciale accrue entre exportateurs.

Du côté de l'offre, **les départs sont plus nombreux** (1 357 départs dans les dix ans soit 52 % des exploitants) **et le renouvellement plus faible** que dans les précédents scénarios. La reprise des élevages (accompagnement financier) est plus difficile dans ce contexte. Le recul du nombre d'élevages est important (-31,5 %/2020). Le développement vers des élevages orientés en agriculture biologique est moins dynamique (2,8 % des élevages en 2030). C'est dans ce scénario que la dimension moyenne des élevages est la plus grande. **L'élevage ligérien en 2030 compte 106 000 truies et 964 exploitations porcines.** Les investissements en bâtiment et les adaptations au bien-être animal et à la réduction des GES et du NH3 sont plus limités.

Un besoin de production en fort recul dû à une baisse appuyée de la consommation individuelle avec une part d'importation en hausse et un repli des exportations : **-9,9 %/2020.**

Une offre porcine ligérienne qui se réduit à cause de départs importants et d'un taux de renouvellement faible atténué par des exploitations plus grandes : **-5,6 %/2020.**

Scénario de rupture sociétale : un effondrement de la demande et un recul sévère de la production porcine

La double rupture sociétale, rejet de l'élevage et rejet de la consommation de viande, conduit à un **effondrement de la consommation individuelle** de porc en France (-2 %/habitant/an). Le rejet du modèle d'élevage intensif accentue la production sous SIQO (15 % en 2030) et les démarches différenciées. Avec la baisse de consommation, les **importations se réduisent**. Les **exportations affichent un recul important**, interrogeant sur notre capacité à valoriser des produits haut de gamme à l'export.

C'est dans ce scénario que les départs sont les plus nombreux (1 409 départs en dix ans soit 54 % des exploitants) et le renouvellement le plus faible (seulement 35 %). Une **chute vertigineuse de 34,5 % des exploitations** est à déplorer. La production s'orientant fortement vers des **systèmes plus alternatifs, la dimension moyenne des élevages est en recul**. La production en agriculture biologique représente 5,5 % de la production régionale et le circuit court s'accroît.

Un besoin de production en chute libre dû à l'affaissement de la consommation individuelle et au net repli des exportations : **-19,7 %/2020.**

Une offre porcine ligérienne qui dégringole à cause de départs très importants, d'un taux de renouvellement faible et de taille d'exploitation plus réduite : **-33 %/2020.**

Les principaux enseignements des scénarios

En mettant en évidence des écarts conséquents entre scénarios, en termes de nombre d'exploitations et de volumes produits, cette étude permet de mieux situer les menaces et les opportunités pour les élevages et la filière ligérienne à l'horizon 2030.

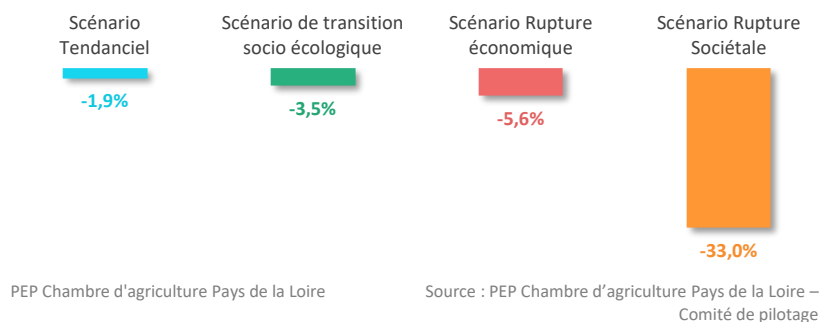
Le maintien de la production régionale n'est assuré dans aucun scénario. Toutefois, le scénario tendanciel se révèle le moins pénalisant sur le niveau de production. Le scénario de transition socio écologique permet de maintenir un peu plus d'élevages que les autres mais implique l'instauration d'un dialogue entre les éleveurs et les citoyens, une ambiance favorable à l'élevage et un accompagnement financier des adaptations. Les scénarios de rupture (économique ou sociétale) impactent lourdement le nombre d'élevages, pour des raisons très différentes. En plus d'infléchir

fortement le nombre d'élevages, le scénario de rupture sociétale affecte considérablement le niveau de production porcine et apparaît le plus redouté par la filière.

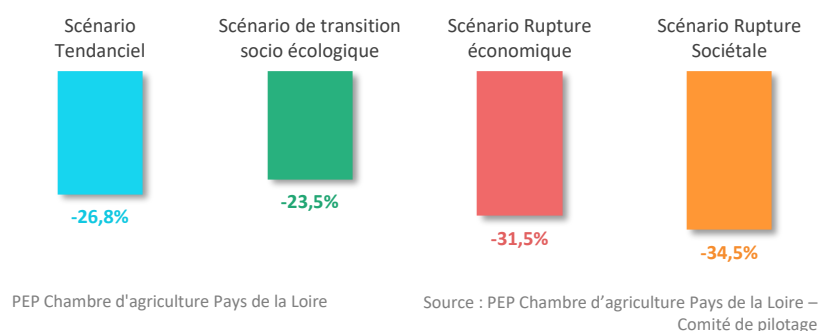
Des écarts importants existent entre les scénarios : un recul de production de -1,9 % à -33 % soit un écart de 72 400 tec (31 % de la production actuelle).

Egalement, une baisse de nombre d'exploitations de -23,5 % à -34,5 % soit 155 exploitations d'écart.

Evolution de la production porcine à l'horizon 2030 selon les différents scénarios



Evolution du nombre d'exploitations porcines à l'horizon 2030 selon les différents scénarios





Un certain nombre de facteurs paraissent déterminants pour aller vers un scénario d'évolution favorable à la production porcine ligérienne : notamment le dialogue avec la société et le soutien des élevages pour répondre aux attentes sociétales et environnementales ainsi qu'améliorer leur compétitivité. Le facteur clé reste toutefois le renouvellement des générations avec l'installation de jeunes.

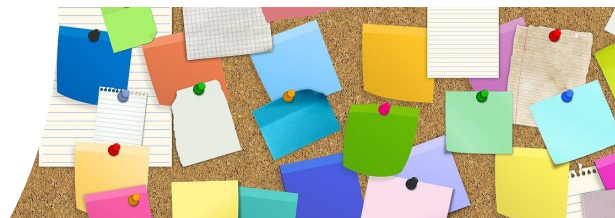
Ainsi, **maintenir** une production porcine régionale dynamique, **ancrée** sur son territoire, **rentable économiquement** et **acceptée** par la société implique pour la filière de relever de nombreux enjeux.

- **L'enjeu de renouvellement des éleveurs et des salariés en exploitations porcines** : accompagner l'installation, préparer la transmission, trouver de nouvelles sources de financement, travailler l'attractivité du métier et aussi améliorer les conditions de travail.
- **La réponse aux attentes sociétales** en mettant en œuvre des plans d'accompagnement financier et technique pour soutenir l'adaptation des élevages :
 - aux enjeux climatiques, en particulier pour réduire les émissions de GES et optimiser la gestion quantitative de l'eau,
 - en matière de bien-être animal, d'environnement, et de segmentation de la production.
- **L'acceptabilité sociétale de l'élevage sur son territoire**, en instaurant un dialogue citoyens/éleveurs et en communiquant sur son métier d'éleveur.
- **La performance économique et environnementale de l'élevage** : lutter contre les distorsions de concurrence, maintenir l'activité de naissage, moderniser les bâtiments, optimiser l'alimentation, aller vers de moins en moins de dépendance énergétique, réduire les émissions de GES et de NH3, sécuriser le plan d'épandage,...
- **L'accompagnement de l'adaptation de la filière**, notamment avec la contractualisation pour sécuriser le revenu des éleveurs.

Plus largement au niveau de la filière, d'autres enjeux peuvent être identifiés : dynamiser la consommation de porcs français, rechercher la valorisation de toutes les pièces, renforcer la communication collective autour du porc, dynamiser l'export,...

Mettre en place des actions afin de relever ces différents enjeux nécessitera inévitablement de trouver des compromis. L'amélioration d'un critère en dégrade souvent d'autres.

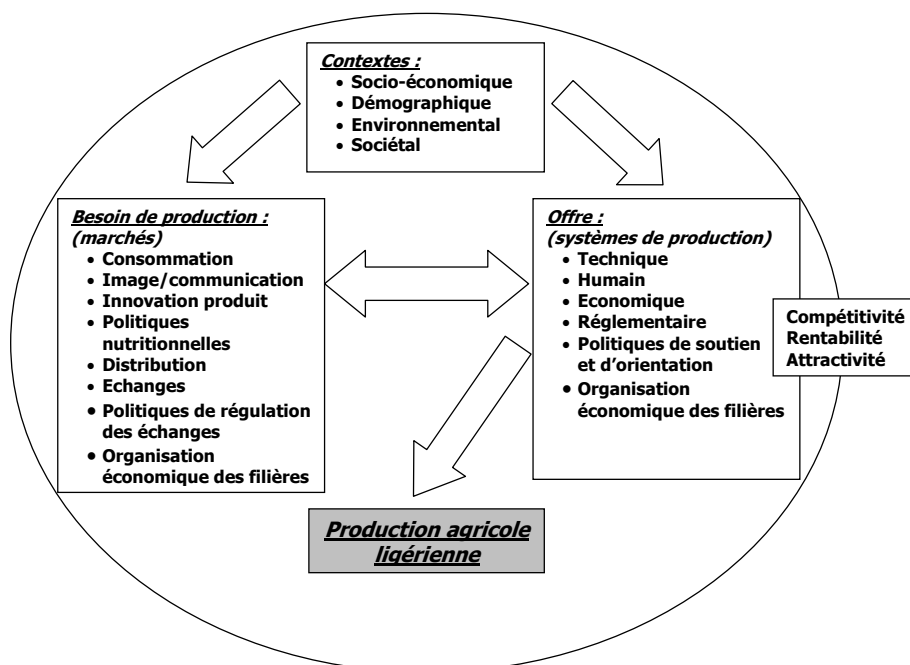
Des travaux plus complets sur l'identification des enjeux et des actions à mettre en place, ont été menés par le CRP des Pays de la Loire.



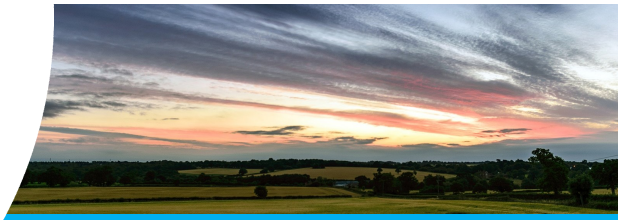
Cette étude a été réalisée en suivant la **méthodologie prospective** du CNAM. Celle-ci a été adaptée à la problématique étudiée par le Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture Pays de la Loire, notamment pour quantifier les scénarios.

Ce travail a été conduit de septembre 2020 à mars 2021. Les différentes étapes de l'étude ont systématiquement combiné travail de back office (éléments apportés par les chargés d'études économiques) et concertation avec le comité de pilotage professionnel :

- analyse de la problématique, mise au point de la méthodologie et bibliographie,
- état des lieux de la filière et de son contexte,
- exploration des facteurs d'évolution des filières, détermination des facteurs clés et **représentation du système étudié** :



- constitution de la **base rétro prospective** : analyse des évolutions passées, des dynamiques actuelles et prospectives (hypothèses d'évolution contrastées) des facteurs clés identifiés : contexte, production et offre. Cette étape constitue le cœur de la prospective,
- construction de scénarios de contexte communs à toutes les filières,
- élaboration et quantification des **scénarios d'évolution du besoin de production**. Cette étape, **l'analyse morphologique**, consiste à combiner les différentes hypothèses d'évolution des facteurs clés identifiés (les scénarios doivent être contrastés mais vraisemblables). La quantification du besoin de production a été faite à dire d'expert,
- élaboration et quantification des **scénarios d'évolution de l'offre régionale** (même processus que pour le besoin de production). La quantification (volume de production, nombre d'exploitations et d'actifs) a été faite par modélisation de l'offre régionale. Pour chacun des scénarios contrastés, plusieurs variables ont été simulées :
 - les départs par l'âge et les départs précoces,
 - les installations de jeunes agriculteurs,
 - la dimension économique des exploitations,
 - la segmentation de la production.



La croissance démographique

La croissance de la population mondiale est entrée dans une phase de ralentissement depuis les années 1960, qui devrait se poursuivre au cours des prochaines décennies. D'après les projections de l'INSEE, la population mondiale devrait progresser de près de 10 % entre 2019 et 2030 et atteindre 8,5 milliards d'habitants. Dans l'Union européenne, la population vieillit et les naissances ne remplacent pas les décès. On s'attend donc à un recul de 0,7 % d'ici 2030 : 442 millions d'habitants. En France, la population va continuer à progresser et devrait s'élever à 70 millions d'habitants en 2030, une hausse de 2,4 % par rapport à 2019. Ces prévisions pourraient être affectées par les incidences du changement climatique ou des pandémies.

La population mondiale sera plus âgée en 2030, 12 % auront plus de 65 ans contre 8 % aujourd'hui. En France, les plus de 65 ans sont en proportion plus importante : 20 % de la population en 2020 et 23,4 % d'après les projections 2030.

La croissance de l'économie

Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est élevé ces dernières années en moyenne à 3 %/an. Il était de 4,7 %/an pour les économies émergentes et de 1,7 % pour les pays développés. Cette progression aurait dû se poursuivre sur la prochaine décennie mais la pandémie de Covid-19 a donné un coup d'arrêt à la croissance. La France a vu son PIB reculer de 8,2 % en 2020.

Dans les prochaines années, le rattrapage de l'activité économique sera plus ou moins rapide en fonction de l'évolution de la situation épidémique, des mesures de relance, de la situation financière des entreprises, de la consommation des ménages...

Le marché de l'énergie

La consommation d'énergie est en hausse régulière. Le prix du pétrole est très volatile. Il dépend de la géopolitique, des accords de limitation de production de l'OPEP, du développement des énergies renouvelables.

Dans les prochaines années, la demande énergétique va poursuivre sa progression. La place des énergies renouvelables dépendra de la croissance de l'économie, des politiques publiques et des attentes sociétales.

Le changement climatique et l'impact environnemental de l'élevage

Depuis les années 1980, **une hausse des températures est constatée**. On relève une progression des températures de 0,3 °C par décennie dans l'ouest de la France. Les vagues de froids sont moins nombreuses et moins intenses quand les pics de chaleur sont plus fréquents et plus sévères.

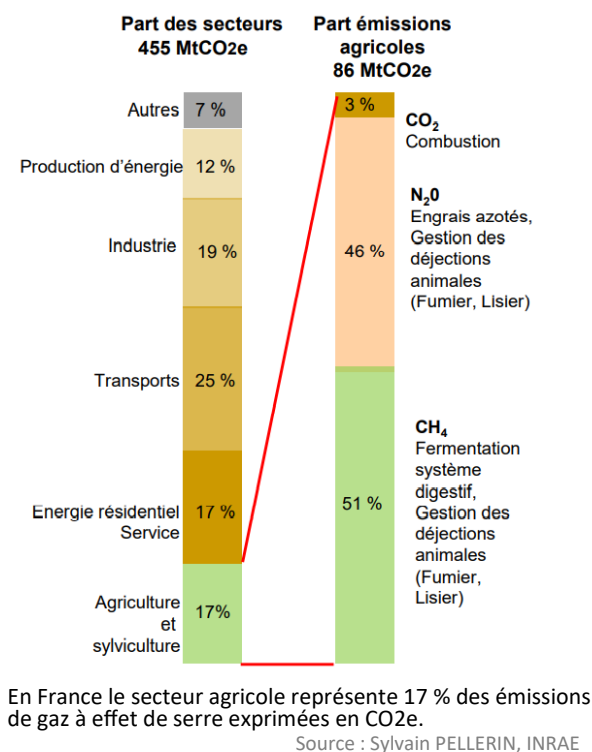
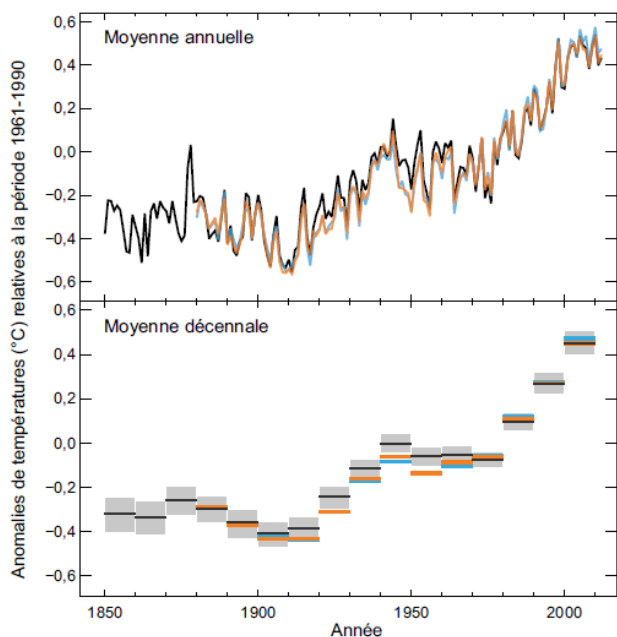
Autre constat, on observe une **évolution dans la répartition des précipitations sur une année** avec des déficits estivaux et des excès d'eau au printemps et à l'automne.

Egalement, on remarque plus d'évapotranspiration dans l'été avec pour conséquence moins d'eau disponible.

Afin d'atténuer les effets du changement climatique, il apparaît nécessaire d'influer sur les émissions de Gaz à effet de serre GES, qui participent au réchauffement climatique. Le transport contribue le plus aux

émissions de GES. L'agriculture concourt à 17 % des émissions. Les émissions de l'agriculture concernent peu le CO₂, il s'agit surtout du protoxyde d'azote (N₂O) à 51 % et du méthane (CH₄) à 46 %.

Anomalies observées de températures moyennes en surface, combinant les terres émergées et les océans, de 1850 à 2012



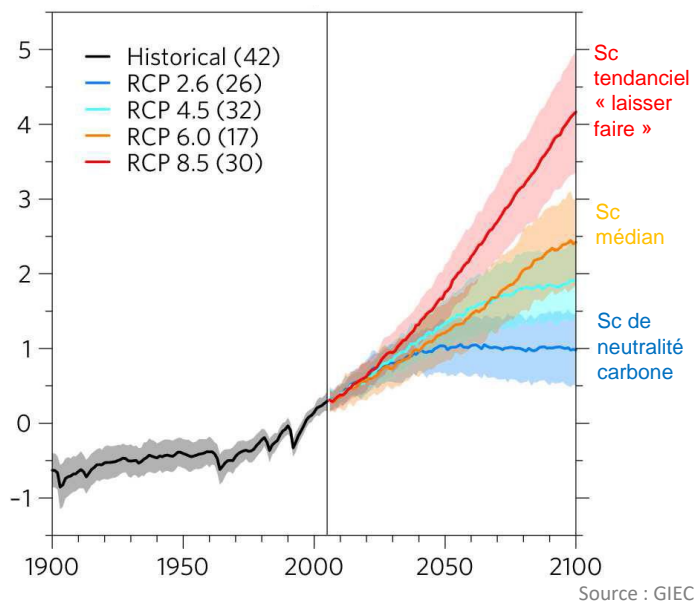
Le GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, a réalisé des simulations qui montrent que si on ne fait rien, la hausse des températures va se poursuivre et s'accroître.

Les effets du changement climatique ont un impact déjà très marqué en agriculture : baisse de rendement lié au déficit hydrique, récoltes plus précoces...

L'objectif de la stratégie nationale bas carbone (SNBC) pour l'agriculture est de réduire les émissions de GES de 20 % entre 2015 et 2030 et de 46 % d'ici 2050. La Loi relative à l'énergie et au climat de 2019 vise la neutralité carbone d'ici 2050 c'est-à-dire zéro émission nette pour tous les GES.

D'ici 2030, le scénario climatique sera inchangé (inertie climatique). Mais les actions engagées pour le climat aujourd'hui auront un impact à partir de 2050.

Evolution simulée de la température moyenne mondiale



En élevage de porcs, deux leviers ont été identifiés pour réduire les émissions de GES et d'ammoniac (NH3) : les intrants alimentaires et la gestion des effluents d'élevage. La réduction des aliments consommés par l'amélioration des performances techniques en élevage, une alimentation ajustée aux besoins des porcs (alimentation biphasé, multiphasé), une formulation des aliments adaptée permettent de réduire significativement les émissions de GES et de NH3. Egalement, le raclage en V ou à plat, la couverture de fosse, le pendillard ou encore l'utilisation des déjections dans une unité de méthanisation réduisent également les émissions.

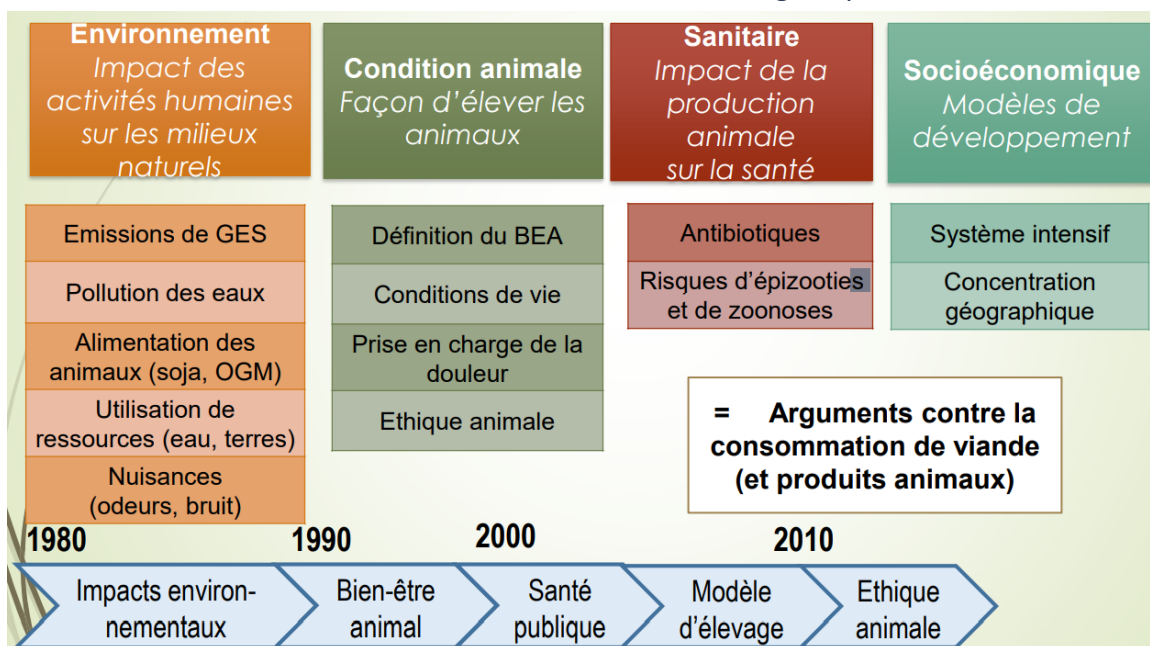
La gestion quantitative de l'eau devient une préoccupation majeure pour l'abreuvement des animaux. Des zones à forte tension quantitative (zones « 7B3 ») sont définies dans le SDAGE. Les prélèvements d'eau dans le milieu y sont plafonnés l'été. Au-delà d'un certain niveau d'eau prélevé, l'agriculteur doit passer sur le réseau d'eau potable. Dans la révision du SDAGE 2022-27, davantage de zones seraient classées «7B3 ». Et dans ces zones, les élevages subiraient les plafonnements estivaux de prélèvements d'eau dès le régime de déclaration installation classée (appliqué aujourd'hui à partir du régime de l'autorisation).

Les attentes sociétales

Les remises en cause de l'élevage par les citoyens sont de plus en plus récurrentes. Les productions animales concentrent des critiques sur leur impact environnemental, les risques sanitaires. Egalement, la sensibilité des citoyens au bien-être animal et aux conditions d'élevage est croissante.

Différentes adaptations au bien-être animal ont déjà été mises en œuvre ou sont en cours en élevage porcin. Les critiques en élevage de porcs portent sur les interventions des porcelets sans prise en charge de la douleur (queue coupée, meulage des dents, castration...), la contention des truies en maternité ou encore des surfaces trop limitées par porc. Des adaptations en bâtiment sont développées afin de répondre aux besoins comportementaux des porcs : la surface du logement, l'abreuvement, la mise à disposition de matériaux manipulables... Des modifications de conduite sont ou seront mises en œuvre : l'arrêt de la castration à vif des porcelets ou le mâle entier,...

Evolution des controverses autour de l'élevage depuis 1980



Source : Projet ACCEPT



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»



Contact Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 51	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr
Nicolas ROUAULT	Tél. 02 41 18 60 36	Mail : nicolas.rouault@pl.chambagri.fr